

Résultats semestriels à fin décembre 2024

Confirmation des fondamentaux

- Renforçant l'accès aux soins pour tous en tant qu'entreprise à mission, Ramsay Santé, grâce à ses employés et à sa communauté médicale, étend son rôle de pionnier dans l'accès aux soins et l'innovation médicale pour 12,6 millions de patients en France, les pays nordiques et l'Italie.
- 95 % des établissements Ramsay Santé en France certifiés par la Haute Autorité de Santé selon les plus hauts standards de qualité des soins, contre 86 % au niveau national. Le NPS atteint un niveau record avec 73% des patients qui recommandent Ramsay Santé en France.

Croissance de l'activité et contrôle des coûts pour atténuer un environnement tarifaire défavorable

- Les revenus du Groupe ont augmenté de 5,8% à 2,5 milliards d'euros, grâce à la hausse de l'activité et centres de soins Cosem acquis en juin 2024. Hausse de 3,7% à périmètre constant.
- L'EBITDA du groupe pour le semestre clos en décembre 2024 est resté stable à 284,6 M€, malgré le fait que le coefficient prudentiel de 2024 sur les tarifs français ait été entièrement retenu par le gouvernement contrairement aux années précédentes (14,7 M€ l'année dernière), des subventions beaucoup plus faibles, l'augmentation des salaires et l'inflation des achats qui reste sous-financée par les gouvernements. Discussions en cours avec les gouvernements en Europe, dont en France afin d'obtenir un financement équitable pour le secteur privé qui joue un rôle critique dans les systèmes de santé, et ainsi un niveau de tarif approprié. Renforcement des efforts de restructuration des coûts et de productivité, revue du portefeuille d'établissements.
- L'EBITDA du Groupe sur les douze derniers mois (LTM) a atteint 611 M€, en hausse de +18 M€ (+3,0%) par rapport au LTM à décembre 2023, reflétant la tendance positive de la performance opérationnelle. Perte nette (part du groupe) de 43,1 M€ par rapport à une perte nette de 17,3 M€ de l'année précédente, en raison de la hausse des charges d'amortissement des loyers et des produits non courants de l'année dernière, ainsi que de l'augmentation du coût de la dette.

Une stratégie qui porte ses fruits

- En octobre 2024, Capio s'est vu renouveler la gestion de l'hôpital St. Göran de Stockholm pour 8 ans supplémentaires (avec extension possible de 4 ans) à partir de janvier 2026, pour une valeur de contrat sur 12 ans de 4,8 milliards d'euros (55 milliards de SEK) et de meilleurs tarifs.
 - Croissance des activités hors hôpital et ambulatoires avec un fort développement des soins primaires en France grâce à l'acquisition du Cosem, l'ouverture de 3 centres de soins primaires en Norvège sur la base d'un modèle de partenariat public, de nouveaux centres ambulatoires de santé mentale en France (7 à ce jour), 5 nouveaux équipements lourds d'imagerie en France.
 - Fort développement des capacités numériques améliorant l'accès aux soins et l'expérience des patients, avec par exemple en Suède le succès de la plateforme transférant numériquement et sans heurts les patients entre les unités, servant désormais environ 10 000 patients par mois. De plus, le portail digital suédois sert plus de 800 000 clients et patients (15 % de la population adulte) qui bénéficient d'offres de soins personnalisées et d'options de libre-service adaptées.
 - En août 2024, Ramsay Santé a refinancé avec succès ses facilités de crédit de 1 650 millions d'euros, prolongeant ainsi de manière proactive les échéances de sa dette. Le 17 février 2025, Ramsay Santé a ensuite réalisé le repricing de sa dette à des marges plus favorables, avec une échéance unique en 2031. Ces opérations offrent à toutes les parties prenantes un cadre de financement long terme soutenant la mise en œuvre de sa stratégie « Yes We Care 2025 ».
- L'indexation des tarifs MSO en France pour les 12 mois à compter du 1er mars 2024 a été initialement annoncée à +0,3 % pour le secteur privé vs. +4,3 % pour le système hospitalier public. La mobilisation

sans précédent du secteur privé qui s'en est suivie pour obtenir un traitement équitable s'est conclue par un engagement du gouvernement aboutissant à une indexation tarifaire de +3,2 % pour le secteur privé (incluant les 0,3%) à partir du 1er juillet 2024, y compris le financement de mesures spécifiques pour le travail de nuit et week-end. Le chiffre d'affaires de la France a progressé de 7,2% en incluant la contribution des 12 centres de soins primaires Cossem repris en juin 2024 et l'ouverture de 5 établissements de jour en santé mentale, de 4 nouveaux centres de soins primaires et l'installation de nouveaux équipements d'imagerie depuis décembre 2023. La croissance organique est soutenue par une hausse de 2,8% des admissions hors séances, une hausse des tarifs applicables depuis le 1^{er} mars et 1^{er} juillet 2024, une hausse des revenus liés aux achats médicaux refacturables et bénéficie de deux jours ouvrés supplémentaires vs. l'année dernière ; et ce, malgré la retenue en totalité par le gouvernement du coefficient prudentiel sur les facturations à l'activité de l'année civile 2024 (14,7 M€ l'an dernier, i.e. 0,9pt de croissance en France).

- Le chiffre d'affaires des pays nordiques a augmenté de +1,1% à périmètre et taux de change constants, avec une croissance du chiffre d'affaires publié de +2,7% bénéficiant d'une fluctuation favorable des taux de change de 9,2 M€ (ou +1,2%) et d'un chiffre d'affaires dynamique à St Göran.
- L'EBITDA publié du Groupe est resté stable à 284,6 M€ avec une marge de 11,4% (vs. 12,0% l'an dernier), et ce, malgré la retenue du coefficient prudentiel représentant 14,7 M€ (retraité de cet impact, l'EBITDA semestriel serait en hausse de +5,2% vs. l'année dernière, avec un taux de marge stable) ainsi qu'une sécurisation modulée à l'activité en baisse en France de 18,6 M€ sur la période.
- L'EBITDA du Groupe sur les douze derniers mois (LTM) atteint 610,9 M€, soit une hausse de 17,6 M€ (+3,0%) par rapport aux douze mois précédents jusqu'en décembre 2023, malgré la retenue du coefficient prudentiel en décembre 2024. La marge d'EBITDA a été tirée vers le bas par la pression défavorable de l'inflation qui n'a pas été entièrement couverte par les hausses de prix dans toutes les juridictions, par la baisse des subventions, et ce, malgré les plans d'efficacité et contrôle des coûts.
- Le flux de trésorerie net provenant des activités opérationnelles de 169,9 M€ (+20,7 M€ par rapport à l'année dernière) reflète principalement l'amélioration du besoin en fonds de roulement avec une génération EBITDA stable. La dette financière nette publiée au 31 décembre 2024 est de 3 715,6 M€, dont 1 905,6 M€ sur une base retraitée (c'est-à-dire retraitée de l'impact de l'IFRS16 sur les loyers opérationnels dits simples ou non-financiers – cf. glossaire pour plus de détails). Le levier net retraité s'élève à 5,4x en décembre 2024, stable par rapport à 5,4x en décembre 2023.

Pascal Roché, directeur général de Ramsay Santé, déclare :

"Je tiens à souligner le fort engagement de nos équipes et la poursuite de la mise en œuvre de la stratégie Yes We Care 2025, en faveur d'un système de santé plus inclusif et digital, couvrant l'ensemble du parcours de soins des patients, tout en étant soumis à de fortes contraintes budgétaires. Cela nous a permis de réaliser une croissance soutenue de nos revenus de +5,8 %, dont +3,7 % à périmètre constant, en prenant en charge 12,6 millions de patients. La rentabilité opérationnelle du groupe est stable malgré la retenue du coefficient prudentiel français cette année. Ces performances se traduisent également par un indice de recommandation des patients qui atteint 73% en France et un niveau de qualité dans les meilleurs standards de soins confirmé pour 95% des établissements français. Le récent refinancement, extension puis repricing de notre dette offrent à nos parties prenantes un cadre positif à long terme qui garantit la mise en œuvre de notre stratégie et crée les conditions d'une croissance rentable et durable pour l'avenir".

Le Conseil d'administration qui s'est réuni le 26 février 2025 a approuvé les états financiers consolidés pour le semestre clos le 31 décembre 2024. Les états financiers consolidés ont fait l'objet d'un examen limité par les commissaires aux comptes.

Résultats synthétiques

Compte de résultat - en millions d'euros	Du 1er juillet 2024 au 31 décembre 2024	Du 1er juillet 2023 au 31 décembre 2023	Variation
Chiffre d'affaires	2 507,2	2 370,1	+5,8%
Excédent Brut d'Exploitation (EBE)	284,6	284,6	0,0%
<i>En % du Chiffre d'affaires</i>	11,4%	12,0%	-0,6 pts
Résultat Opérationnel Courant	66,1	78,2	-15,5%
<i>En % du Chiffre d'affaires</i>	2,6%	3,3%	-0,7 pts
Résultat Opérationnel	62,2	85,9	-27,6%
<i>En % du Chiffre d'affaires</i>	2,5%	3,6%	-1,1 pts
Résultat net part du Groupe	(43,1)	(17,3)	-149,1%
Bénéfice net par action (en €)	(0,39)	(0,16)	-143,8%

Endettement financier net - en millions d'euros	31 décembre 2024	30 juin 2024
Emprunts et dettes financières non courantes	1 857,1	1 880,0
Dettes de location non courante	1 753,5	1 800,7
Dettes de location courante	245,6	245,1
Dettes financières courantes	60,3	104,3
(Trésorerie et équivalents de trésorerie)	(157,8)	(359,0)
Autres (actifs) et passifs financiers	(43,1)	(60,2)
Endettement financier net	3 715,6	3 610,9

Tableau des flux de trésorerie - en millions d'euros	Du 1er juillet 2024 au 31 décembre 2024	Du 1er juillet 2023 au 31 décembre 2023
EBE (a)	284,6	284,6
Variation du besoin en fonds de roulement (b)	(84,8)	(114,5)
Autres éléments (c)	(29,9)	(20,9)
Flux net généré par l'activité (a)+(b)+(c)	169,9	149,2
Flux net lié aux opérations d'investissements	(78,6)	(94,9)
Flux net lié aux opérations de financement	(293,3)	(224,5)
Variation de la trésorerie nette	(202,0)	(170,2)
<i>Incidence des variations des cours de devises</i>	0,8	6,6
<i>Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture</i>	359,0	352,2
<i>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture</i>	157,8	188,6

Ventilation du chiffre d'affaires par segments opérationnels

En millions d'euros	Du 1er juillet 2024 au 31 décembre 2024	Du 1er juillet 2023 au 31 décembre 2023	Variation
Île-de-France	643,9	573,7	+12,2%
Auvergne-Rhône-Alpes	330,8	321,5	+2,9%
Hauts de France	214,2	208,9	+2,5%
Occitanie	153,4	142,2	+7,9%
Autres régions	399,1	377,9	+5,6%
Pays nordiques	765,8	745,9	+2,7%
Chiffre d'Affaires Publié	2 507,2	2 370,1	+5,8%

Note : Le tableau ci-dessus détaille les contributions des différents segments opérationnels au chiffre d'affaires consolidé du groupe.

Évolution du chiffre d'affaires publié au 1^{er} semestre à fin décembre 2024 vs. année dernière – millions€

Chiffre d'affaires 31 décembre 2023	Effets de change	Effets de périmètre	Croissance organique	Chiffre d'affaires 31 décembre 2024	Variation
2 370,1	9,2	40,9	87,0	2 507,2	137,1
	0,4%	1,7%	3,7%		+5,8%

Faits marquants du semestre :

Capio remporte le contrat de gestion de l'hôpital St Göran à partir de 2026 : Capio, le plus grand groupe de soins de santé en Suède, filiale de Ramsay Santé, a remporté le 22 octobre 2024 le contrat de prestation de soins de l'hôpital St Göran pour le compte de la région de Stockholm, au cours de la prochaine période contractuelle qui débutera le 4 janvier 2026. L'hôpital St Göran est l'un des sept hôpitaux de soins aigus de la région de Stockholm, et le seul à être géré par un opérateur privé. L'hôpital est un acteur important de l'ensemble des soins d'urgence de la région et sa mission est de fournir des soins médicaux somatiques aigus et planifiés en ambulatoire et en hospitalisation afin de répondre aux besoins de santé de la population. La décision signifie que Capio peut continuer à gérer l'hôpital pendant la prochaine période contractuelle. L'accord est valable à partir du 4 janvier 2026 pour au moins huit ans, avec le droit pour la région de Stockholm de prolonger l'accord pour quatre ans maximum. Le contrat est l'un des plus importants de la région et sa valeur calculée sur 12 ans s'élève à 4,8 milliards d'euros (55 milliards de SEK).

Les subventions de soutien du gouvernement français se sont poursuivies avec une moindre contribution :

Les hôpitaux MCO (médecine, chirurgie et obstétrique) de Ramsay Santé en France ont continué à fonctionner sous le régime de la sécurisation modulée à l'activité (précédemment garantie de financement) de l'Etat français, qui soutient les établissements de santé en compensant les effets négatifs sur l'activité depuis la crise pandémique Covid. La sécurisation modulée à l'activité a été prolongée pour l'année civile jusqu'au 31 décembre 2024 et s'élève à 50 % du montant de la garantie de recettes notifiée pour 2023 (indexée sur les tarifs 2024) plus 50 % de la facturation de l'activité réalisée pour 2024. A titre de comparaison, le même mécanisme en place au même semestre l'année dernière prévoyait un taux de garantie de 70%. La sécurisation modulée à l'activité a été légiférée jusqu'au 31 décembre 2025, les modalités pour l'année civile 2025 restant à définir. Le montant de la sécurisation modulée à l'activité comptabilisé par le groupe en « Autres produits opérationnels » a baissé de 39 M€ pour le semestre clos au 31 décembre 2023 à 20 M€ pour le semestre clos le 31 décembre 2024. Cette diminution découle de la modification de la couverture garantie et de la poursuite du redressement des niveaux d'activité de la minorité des établissements français de Ramsay Santé bénéficiant encore du dispositif.

Ramsay Santé a refinancé avec succès sa ligne de crédit senior : Le 13 août 2024, Ramsay Santé a finalisé un accord d'« Amend & Extend » pour le refinancement de son contrat de dette senior de 1 650 M€, y compris 100 M€ de « revolving credit facility » et 100 M€ de crédit Capex, prolongeant de manière proactive ses échéances de 2026-2027 à 2029-2031. L'« Amend & Extend » a été soutenu par les prêteurs existants ainsi que par un grand nombre de nouveaux investisseurs, permettant à Ramsay Santé de prolonger l'intégralité de son « Term Loan B » tout en optimisant son coût lors de la syndication. Ramsay Santé est pleinement engagé dans la combinaison des intérêts économiques, humains et environnementaux afin de créer les conditions d'une croissance durable. Par conséquent, le schéma ESG du « Term Loan B » existant a été reconduit et mis à jour dans un document cadre spécifique, qui permet un ajustement possible de la marge (à la hausse ou à la baisse) sur la base de l'évaluation de KPIs spécifiques liés à la satisfaction des patients, aux soins médicaux pour les populations mal desservies et aux soins de santé préventifs, à la satisfaction des employés et à la prévention des risques psychologiques, ainsi qu'à la réduction des émissions de CO2 (scope 1&2). Ce refinancement permet à Ramsay Santé de fournir à ses parties prenantes un cadre de financement à long terme et de soutenir la mise en œuvre de ses initiatives clés dans le cadre de sa stratégie "Yes We Care 2025".

Événement postérieur à la clôture : Ramsay Santé réalise avec succès le repricing de sa dette senior : Le 17 février 2025, Ramsay Santé réalise avec succès le repricing de sa tranche TLB 4 de 1 025 M€ et étend de 2 ans sa tranche TLB3 de 425 M€, toutes deux fusionnées dans une nouvelle tranche unique TLB5 de 1 450 M€ d'une maturité à août 2031. Grâce à cette transaction, Ramsay Santé optimise le coût de sa dette et étend sa maturité.

Périmètre de consolidation : au cours du semestre, le groupe a vendu une petite filiale de transport sanitaire et a augmenté sa participation à 81 % dans Qurant, une société suédoise numérique de santé du travail et de prévention, qui est désormais consolidée.

Commentaires sur les résultats semestriels :

Activité et chiffre d'affaires

Le Groupe Ramsay Santé a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 2 507 M€ pour le semestre clos le 31 décembre 2024, en hausse de 5,8 % en données publiées. Corrigé des variations de périmètre et à taux de change constants, le chiffre d'affaires du semestre clos le 31 décembre 2024 est en hausse de 3,7%.

Le chiffre d'affaires de la France a augmenté de 7,2%, y compris la contribution des 12 centres de soins primaires Cosem repris par Ramsay Santé en juin 2024 et l'ouverture de 5 centres de jour en santé mentale, de 4 nouveaux centres de soins primaires et l'installation de nouveaux équipements d'imagerie depuis décembre 2023. La croissance organique a été soutenue par (i) une augmentation des volumes soutenue par 2 jours ouvrés supplémentaires ce semestre vs. le même semestre de l'année dernière (ii) une hausse du chiffre d'affaires lié aux achats médicaux refacturables (iii) l'augmentation tarifaire liée à l'annulation du coefficient CICE à partir du 1er juillet 2024 (bénéfice du plein effet du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi) ajoutant l'équivalent d'une hausse tarifaire de +2.2% à la hausse initiale de +0,3% des tarifs MSO à partir de mars 2024, et ce (iv) malgré la retenue totale du coefficient prudentiel sur les facturations d'activité de l'année civile 2024, soit une baisse de 14,7 M€ vs. l'année dernière.

Le nombre total d'admissions en France dans nos hôpitaux a augmenté par rapport au même semestre de l'année précédente, ce qui confirme la contribution des établissements du groupe à résorber l'arriéré de soins hospitaliers post-Covid : Les admissions MCO (médecine, chirurgie et obstétrique) hors séances ont augmenté de +2,8%, les séances de chimiothérapie de +6,0%, et les séances de dialyse de +0,5% par rapport au même semestre l'année dernière. Nos établissements français ont pris en charge environ 356 000 passages aux urgences ce semestre, en légère augmentation par rapport à la même période l'année dernière, confirmant leur rôle important dans l'accomplissement des missions de service public.

Le chiffre d'affaires des pays nordiques a augmenté de +2,7%, bénéficiant de 9,2 M€ (ou 1,2%) d'effet de change favorable (appréciation de la SEK par rapport à l'EUR par rapport au même semestre l'année précédente). La croissance organique du chiffre d'affaires dans les pays nordiques pour le semestre se terminant le 31 décembre 2024 a été de +1,1% à périmètre et taux de change constants.

Les admissions hospitalières dans les établissements des pays nordiques sont restées globalement stables par rapport à l'année dernière, avec des volumes plus élevés de patients hospitalisés en Suède grâce à une activité croissante à St Göran, en partie due à la montée en charge de sa nouvelle maternité, et une demande soutenue dans nos cliniques suédoises de gériatrie et de soins spécialisés, compensée par des volumes plus faibles de patients de jour dans les unités spécialisées en ophtalmologie et des volumes plus faibles en Norvège et au Danemark. L'activité de soins primaires en Suède a été solide, avec une tendance à long terme en hausse des patients inscrits dans nos centres.

EBITDA

L'EBITDA s'est stabilisé à 284,6 M€ pour le semestre clos le 31 décembre 2024, en ligne par rapport au semestre correspondant l'année précédente. L'EBITDA du Groupe au 31 décembre 2024 inclut 20 M€ (39 M€ l'année dernière) de sécurisation modulée à l'activité du gouvernement français, décrite dans le paragraphe « Faits marquants du semestre » ci-dessus. La contribution réduite de ce mécanisme s'est également ajoutée à une baisse de prix de 14,7 M€ par rapport à l'année dernière, du fait de la retenue par le gouvernement du coefficient prudentiel sur les facturations d'activité. Le financement reçu par ailleurs par le biais des augmentations tarifaires françaises et de divers payeurs publics dans les pays nordiques n'a que partiellement couvert l'inflation des salaires du personnel médical ainsi que les augmentations générales des prix des achats et des services externes. L'EBITDA et les marges continuent donc d'être contraintes malgré les efforts de productivité sur l'activité incrémentale. Les mesures de contrôle des coûts ont été maintenues pour adapter les activités à l'environnement inflationniste actuel et l'allocation des ressources est revue en conséquence.

Résultat opérationnel et éléments non courants

Le résultat opérationnel courant sous-jacent s'élève à 66,1 M€ pour le semestre clos le 31 décembre 2024, en baisse de 12,1 M€ par rapport au semestre précédent (78,2 M€). L'augmentation de la charge d'amortissement des droits d'utilisation des actifs loués provient de l'effet de l'indexation des loyers et de la contribution des acquisitions de l'exercice FY24 (par exemple Cosem). Les autres produits et charges non courants représentent une charge nette de (3,9) M€ pour le semestre à fin décembre 2024, y compris les coûts et honoraires liés à la restructuration des établissements pour (2,8) M€, ainsi qu'une perte nette de (1,1) M€ sur diverses ventes de filiales et de propriétés immobilières, y compris coûts de transaction et de dépréciation d'actifs. Le semestre correspondant l'année précédente affichait un produit de 7,7 M€, principalement composé d'un produit de 15 M€ issu de la réévaluation des options de rachat des intérêts minoritaires dans une activité de soins primaires au Danemark, net d'autres provisions et dépréciations.

Résultat financier et résultat net après impôts

Le coût de la dette financière nette s'élève à 95,8 M€ pour le semestre clos le 31 décembre 2024, contre 88,3 M€ l'année précédente, en raison de coûts de financement plus élevés liés au refinancement de la dette senior et d'anciens coûts d'emprunt encore non amortis maintenant comptabilisés en charges, parallèlement à l'amortissement des frais des nouveaux emprunts. Les autres produits et charges financiers s'élèvent à (9,0) M€ pour le semestre clos le 31 décembre 2024, contre (13,1) M€ l'année dernière, cette variation s'expliquant principalement par la comptabilisation en charges pour (7,2) M€ ce semestre des mouvements non cash de mark-to-market sur les swaps de taux d'intérêt comparé à une charge de (11,9) M€ l'année dernière (aucun impact n'est attendu à l'avenir dès lors que swap de taux est arrivé à échéance en octobre 2024). La perte nette -part du Groupe- pour le semestre clos le 31 décembre 2024 s'est élevée à (43,1) M€, contre une perte nette de (17,3) M€ l'année dernière.

Agrégats retraités (cf. tableau page suivante) :

L'EBITDA publié de 284,6 M€ (stable par rapport au semestre précédent) exclut les charges de location opérationnelle dites simples ou non financières pour 134,3 M€ (contre 125,8 M€ l'année dernière), qui sont enregistrées en amortissement de l'actif du droit d'utilisation et en intérêts sur la dette de location, conformément aux normes IFRS. L'augmentation de ces dépenses de location opérationnelle par rapport à l'année précédente provient principalement de l'effet de l'indexation des loyers et de la contribution des acquisitions de l'exercice FY24 (principalement Cosem). Le tableau ci-dessous présente les agrégats du compte de résultat retraités de l'impact de la norme IFRS16 sur les loyers d'exploitation ou les loyers non financiers (cf. glossaire pour plus de détails).

€ millions	31 décembre 2024			31 décembre 2023			Δ
	Publié	Impact du retraitement	Retraité	Publié	Impact du retraitement	Retraité	
EBE % du CA	284,6 11,4%	134,3	150,3 6,0%	284,6 12,0%	125,8	158,8 6,7%	8,5
Dépréciation et amortissement	(218,5)	(107,5)	(111,0)	(206,4)	(101,1)	(105,3)	(6,4)
Résultat opérationnel courant	66,1	26,8	39,3	78,2	24,7	53,5	2,1
Résultat financier	(104,8)	(37,9)	(66,9)	(101,4)	(37,7)	(63,7)	(0,2)
Résultat net	(39,4)	(7,0)	(32,4)	(13,5)	(9,3)	(4,2)	2,3

Flux de trésorerie et financement

Par rapport au premier semestre de l'exercice précédent, la hausse de 20,7 M€ du cash-flow opérationnel, à partir du même EBITDA sous-jacent, est réalisée grâce à une amélioration de la variation du besoin en fonds de roulement de 30 M€, partiellement compensée par des paiements d'impôts plus élevés de 12M€.

Les investissements corporels et incorporels de 84,7 M€ du semestre ont été maintenues à un niveau similaire à celui de l'année dernière (85,7 M€) et comprennent la maintenance et l'optimisation, ainsi que l'amélioration de notre portefeuille de cliniques et d'équipements d'imagerie. Le total des flux de trésorerie liés aux activités d'investissement a été réduit de 16,3 M€ par rapport à l'année dernière grâce aux produits de cessions de biens immobiliers non stratégiques et non hospitaliers et à la réduction de l'acquisition d'actions dans des filiales.

Le flux de trésorerie lié au financement est notamment impacté par le paiement des nouveaux frais d'émission d'emprunts suite au refinancement, pour 11 M€. La trésorerie nette a diminué de 202 M€ pour atteindre 157,8 M€ au cours du semestre, qui génère saisonnièrement des liquidités moins importantes que la période de janvier à juin. La dette nette IFRS publiée au 31 décembre 2024 s'élève à 3 715,6 M€ contre 3 610,9 M€ au 30 juin 2024. La dette nette retraitée s'élève à 1 905,6 M€ contre 1 756,2 M€ au 30 juin 2024. Le levier net retraité s'élève à 5,4x à fin décembre 2024, stable vs. 5,4x à fin décembre 2023. Le refinancement « Amend & Extend » du contrat de dette senior en août 2024, ainsi que son refinancement et son extension en février 2025 sont présentés dans le paragraphe « Faits marquants du semestre ». Pour plus de détails, se référer aux communiqués de presse du 13 août 2024 et du 17 février 2025.

A propos de Ramsay Santé

Ramsay Santé est le leader européen de l'hospitalisation privée et des soins primaires en Europe avec 38 000 salariés et 9 300 praticiens au service de 12 millions de patients dans nos 465 établissements répartis dans 5 pays : France, Suède, Norvège, Danemark et Italie. Ramsay Santé propose, en hospitalisation, la quasi-totalité des prises en charges médicales et chirurgicales dans trois métiers : Médecine-Chirurgie-Obstétrique (MCO), Soins Médicaux et de Réadaptation (SMR) et Santé Mentale. Ramsay Santé est, statutairement, une société à mission qui s'engage à améliorer la santé de toutes et tous, en innovant constamment. Partout où il est présent, le Groupe participe aux missions de service public de santé et au maillage sanitaire du territoire. Par ses actions et la mobilisation constante de ses équipes, Ramsay Santé s'engage à sécuriser les parcours de soin des patientes et des patients, de la prévention au suivi. Chaque année, le groupe investit plus de 200 millions d'euros dans l'innovation pour accompagner l'évolution et la diversité des parcours du soin, sur le plan médical, hospitalier, digital ou administratif. Grâce à cet engagement, notre Groupe renforce l'accès aux soins pour tous, s'engage à proposer les meilleurs soins, à systématiser le dialogue avec ses parties prenantes et à mieux protéger la planète pour améliorer la santé.

Facebook: <https://www.facebook.com/RamsaySante>
Instagram: <https://www.instagram.com/ramsayssante>
Twitter: <https://twitter.com/RamsaySante>
LinkedIn: <https://www.linkedin.com/company/ramsayssante>
YouTube: <https://www.youtube.com/c/RamsaySante>

Code ISIN and Euronext Paris: FR0000044471

Website: www.ramsaysante.fr

Relations avec les investisseurs / analystes

Clément Lafaix

Tél. +33 1 87 86 21 52

clement.lafaix@ramsayssante.fr

Relations avec la presse

Brigitte Cachon

Tél. +33 1 87 86 22 11

brigitte.cachon@ramsayssante.fr

Glossaire

- Périmètre constant :
 - L'annulation des entités entrantes consiste :
 - pour les entrées de périmètre de l'année en cours, à retrancher la contribution de l'acquisition des agrégats de l'année en cours ;
 - pour les entrées de périmètre de l'année précédente, à retrancher, dans l'année en cours, la contribution de l'acquisition des agrégats des mois antérieurs au mois d'acquisition.
 - L'annulation des entités sortantes consiste :
 - pour les sorties de périmètre de l'année en cours, à retrancher, dans l'année précédente, la contribution de l'entité sortie des agrégats à partir du mois de sortie ;
 - pour les sorties de périmètre de l'année précédente, à retrancher la contribution de l'entité sortie pour la totalité de l'exercice précédent.
- La variation à taux de change constant reflète une évolution après conversion du chiffre en devises de la période en cours au taux de change de la période de comparaison.
- La variation à norme comptable constante reflète une variation du chiffre excluant l'impact des changements de normes comptables au cours de la période.
- Le résultat opérationnel courant désigne le résultat opérationnel avant les autres produits et charges non récurrents constitués par les coûts de restructuration (charges et provisions), les plus ou moins-values de cession, les dépréciations significatives et inhabituelles d'actifs non courants, corporels ou incorporels et d'autres produits et charges opérationnels inhabituels.
- L'Excédent brut d'exploitation ou EBITDA correspond au résultat opérationnel courant avant les amortissements (les charges et provisions du compte de résultat sont regroupées selon leur nature).
- La dette financière nette est constituée de la dette financière brute diminuée des actifs financiers.
 - Les dettes financières brutes sont constituées :
 - des emprunts auprès d'établissements de crédit, y compris les intérêts encourus ;
 - des dettes de location entrant dans le champ d'application IFRS 16 ;
 - de la juste valeur des instruments financiers de couverture enregistrés au bilan, nette d'impôts ;
 - des dettes financières courantes relatives aux comptes courants financiers auprès des investisseurs minoritaires ;
 - des découverts bancaires.
 - Les actifs financiers sont constitués :
 - de la juste valeur des instruments de couverture enregistrés au bilan, nette d'impôts ;
 - des créances financières courantes relatives aux comptes courants financiers auprès des investisseurs minoritaires ;
 - de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, y compris les titres auto-détenus par le groupe (considérées comme des valeurs mobilières de placement) ;
 - des actifs financiers directement liés aux emprunts contractés et reconnus dans les dettes financières brutes.
- Les agrégats retraités sont calculés à partir des agrégats publiés qui ont été retraités de l'impact de la norme IFRS16 sur les loyers dits simples / non financiers (mais pas du traitement de cette norme appliqué aux crédits-bails ou locations-financements / lease financing, qui est toujours inclus). À titre d'illustration :
 - L'EBITDA retraité comprend les charges de loyers dits simples (non financiers), comparé à l'EBITDA publié.
 - La dette nette retraitée ne comprend pas les dettes de location courantes et non courantes liées aux loyers dits simples (non financiers), comparé à la dette nette publiée.
 - Le ratio de levier net retraité découle de la dette nette retraitée et de l'EBITDA retraité sur les douze derniers mois (LTM).

Résultats financiers semestriels au 31 décembre 2024

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ		
(En millions d'euros)	Du 1er juillet 2024 au 31 décembre 2024	Du 1er juillet 2023 au 31 décembre 2023
RECETTES	2 507,2	2 370,1
Frais de personnel	(1 286,4)	(1 233,6)
Achats consommés	(557,6)	(507,1)
Autres charges et produits opérationnels	(267,4)	(232,5)
Impôts et taxes	(71,2)	(70,8)
Loyers	(40,0)	(41,5)
EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION	284,6	284,6
Amortissements	(218,5)	(206,4)
Résultat opérationnel courant	66,1	78,2
Autres produits et charges non courants	(3,9)	7,7
Résultat opérationnel	62,2	85,9
Coût de l'endettement brut	(57,3)	(50,0)
Produits de trésorerie et des équivalents de trésorerie	2,1	1,6
Intérêts financiers liés à la dette de location (IFRS16)	(40,6)	(39,9)
Coût de l'endettement financier net	(95,8)	(88,3)
Autres produits financiers	2,0	0,9
Autres charges financières	(11,0)	(14,0)
Autres produits et charges financiers	(9,0)	(13,1)
Impôts sur les résultats	3,2	2,0
Quote-part dans le résultat des entreprises mises en équivalence	--	--
RÉSULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ	(39,4)	(13,5)
- Résultat net part du Groupe	(43,1)	(17,3)
- Intérêts ne donnant pas le contrôle	3,7	3,8
BÉNÉFICE NET PAR ACTION (en euros)	(0,39)	(0,16)
RÉSULTAT NET DILUÉ PAR ACTION (en euros)	(0,39)	(0,16)
ÉTAT DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ		
(En millions d'euros)	Du 1er juillet 2024 au 31 décembre 2024	Du 1er juillet 2023 au 31 décembre 2023
RÉSULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ	(39,4)	(13,5)
Ecart de conversion	(4,4)	31,2
Juste valeur des instruments financiers de couverture	(11,4)	(14,3)
Eléments du résultat global recyclables ultérieurement en résultat	(15,8)	16,9
Ecart actuariel relatif aux indemnités de fin de carrière	(8,8)	(7,8)
Autres	--	0,1
Eléments du résultat global non recyclables ultérieurement en résultat	(8,8)	(7,7)
Autres éléments du résultat global après impôts	(24,6)	9,2
RÉSULTAT GLOBAL	(64,0)	(4,3)
- Résultat global part du Groupe	(67,7)	(8,1)
- Intérêts ne donnant pas le contrôle	3,7	3,8

BILAN CONSOLIDÉ - ACTIF		
(En millions d'euros)	31/12/2024	30/06/2024
Goodwill	2 078,6	2 081,1
Autres immobilisations incorporelles	200,3	209,0
Immobilisations corporelles	960,3	974,4
Droit d'utilisation (IFRS16)	1 871,1	1 925,4
Participations dans les entreprises mises en équivalence	0,2	0,2
Autres actifs financiers non courants	142,7	146,9
Impôts différés actifs	103,4	91,6
ACTIFS NON COURANTS	5 356,6	5 428,6
Stocks	125,9	125,0
Clients	531,9	687,2
Autres actifs courants	288,4	269,3
Actifs d'impôts courants	7,9	3,8
Actifs financiers courants	18,0	22,3
Trésorerie et équivalents de trésorerie	157,8	359,0
ACTIFS COURANTS	1 129,9	1 466,6
TOTAL ACTIF	6 486,5	6 895,2

BILAN CONSOLIDÉ - PASSIF		
(En millions d'euros)	31/12/2024	30/06/2024
Capital social	82,7	82,7
Prime d'émission	611,2	611,2
Réserves consolidées	475,8	554,3
Résultat net part du Groupe	(43,1)	(53,9)
Capitaux propres part du Groupe	1 126,6	1 194,3
Intérêts ne donnant pas le contrôle	32,4	35,4
TOTAL CAPITAUX PROPRES	1 159,0	1 229,7
Emprunts et dettes financières	1 857,1	1 880,0
Dettes sur engagement d'achat d'intérêts minoritaires	22,3	22,5
Dettes de location non courante (IFRS16)	1 753,5	1 800,7
Provisions pour retraite et autres avantages au personnel	111,9	107,6
Provisions non courantes	143,3	144,1
Autres passifs non courants	19,5	7,4
Impôts différés passifs	16,6	17,2
PASSIFS NON COURANTS	3 924,2	3 979,5
Provisions courantes	31,0	36,4
Fournisseurs	404,1	457,8
Autres passifs courants	655,3	830,9
Passifs d'impôts exigibles	2,3	5,1
Dettes financières courantes	60,3	104,3
Dettes sur l'engagement d'achat d'intérêts minoritaires	4,7	6,4
Dettes de location courante (IFRS16)	245,6	245,1
PASSIFS COURANTS	1 403,3	1 686,0
TOTAL PASSIF	6 486,5	6 895,2

TABLEAU DE VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS								
(En millions d'euros)	CAPITAL	PRIME	RÉSERVES	RÉSULTATS DIRECTEMENT ENREGISTRÉS EN CAPITAUX PROPRES	RESULTAT NET DE L'EXERCICE PART DU GROUPE	CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE	INTERETS NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE	CAPITAUX PROPRES
Capitaux propres au 30 juin 2023	82,7	611,2	566,2	(63,6)	49,4	1 245,9	31,0	1 276,9
Augmentation de capital (après déduction des frais d'émission nets d'impôts)	--	--	--	--	--	--	--	--
Actions propres	--	--	--	--	--	--	--	--
Stocks options et actions gratuites	--	--	--	--	--	--	--	--
Résultat N-1 à affecter	--	--	49,4	--	(49,4)	--	--	--
Distribution de dividendes	--	--	--	--	--	--	(4,3)	(4,3)
Variation de périmètre et autres	--	--	--	--	--	--	0,4	0,4
Résultat global de l'exercice	--	--	--	9,2	(17,3)	(8,1)	3,8	(4,3)
Capitaux propres au 31 décembre 2023	82,7	611,2	615,6	(54,4)	(17,3)	1 237,8	30,9	1 268,7

Capitaux propres au 30 juin 2024	82,7	611,2	615,6	(61,3)	(53,9)	1 194,3	35,4	1 229,7
Augmentation de capital (après déduction des frais d'émission nets d'impôts)	--	--	--	--	--	--	--	--
Actions propres	--	--	--	--	--	--	--	--
Stocks options et actions gratuites	--	--	--	--	--	--	--	--
Résultat N-1 à affecter	--	--	(53,9)	--	53,9	--	--	--
Distribution de dividendes	--	--	--	--	--	--	(6,8)	(6,8)
Variation de périmètre et autres	--	--	--	--	--	--	0,1	0,1
Résultat global de l'exercice	--	--	--	(24,6)	(43,1)	(67,7)	3,7	(64,0)
Capitaux propres au 31 décembre 2024	82,7	611,2	561,7	(85,9)	(43,1)	1 126,6	32,4	1 159,0

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS		
(En millions d'euros)	Du 1er juillet 2024 au 31 décembre 2024	Du 1er juillet 2023 au 31 décembre 2023
Résultat net de l'ensemble consolidé	(39,4)	(13,5)
Amortissements	218,5	206,4
Autres produits et charges non courants	3,9	(7,7)
Quote-part du résultat net dans les entreprises mises en équivalence	--	--
Autres produits et charges financiers	9,0	14,1
Intérêts financiers liés à la dette de location (IFRS16)	40,6	39,9
Coût de l'endettement financier net hors intérêts financiers liés à la dette locative	55,2	47,4
Impôts sur les résultats	(3,2)	(2,0)
Excédent brut d'exploitation	284,6	284,6
Éléments non cash dont dotations et reprises de provisions (transactions sans effet de trésorerie)	(5,5)	(10,9)
Autres produits et charges non courants payés	(6,3)	(6,0)
Variation des autres actifs et passifs non courants	(8,6)	(6,8)
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôts	264,2	260,9
Impôts sur les sociétés payés	(9,5)	2,8
Variation du besoin en fonds de roulement	(84,8)	(114,5)
FLUX NETS GENERES PAR L'ACTIVITE : (A)	169,9	149,2
Investissements corporels et incorporels	(84,7)	(85,7)
Désinvestissements corporels et incorporels	6,5	1,0
Acquisition d'entités	(2,4)	(11,5)
Cession d'entités	1,0	1,2
Dividendes reçus	1,0	0,1
FLUX NETS LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENTS : (B)	(78,6)	(94,9)
Augmentation du capital et des primes d'émission : (a)	--	--
Augmentation du capital des filiales souscrites par des tiers (b)	--	--
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées : (c)	(6,8)	(4,3)
Intérêts financiers versés : (d)	(62,8)	(60,2)
Produits financiers reçus et autres charges financières payées : (e)	9,0	12,9
Intérêts financiers liés à la dette de location (IFRS16) : (f)	(40,7)	(39,9)
Frais sur émission d'emprunt : (g)	(11,4)	--
Flux avant endettement : (h) = (A+B+a+b+c+d+e+f+g)	(21,4)	(37,2)
Augmentation des dettes financières : (i)	30,1	3,8
Remboursement des dettes financières : (j)	(87,6)	(24,8)
Diminution de la dette de location (IFRS16) : (k)	(123,1)	(112,0)
FLUX NETS LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT : (C) = a + b + c + d + e + f + i + j + k	(293,3)	(224,5)
(VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE : (A + B + C)	(202,0)	(170,2)
Incidence des variations des cours de devises	0,8	6,6
Trésorerie à l'ouverture	359,0	352,2
Trésorerie à la clôture	157,8	188,6
Endettement net à l'ouverture	3 610,9	3 670,0
Flux avant variation de l'endettement (h)	21,4	37,2
Immobilisations des frais d'émission d'emprunt	(8,5)	1,0
Juste valeur des instruments financiers de couverture	16,7	23,1
Variations de périmètre et autres	(11,1)	8,9
Dettes de location (IFRS16)	86,2	129,7
Endettement net à la clôture	3 715,6	3 869,9